

# La perception et la redistribution des recettes fiscales des jeux de hasard et d'argent en France

4<sup>ème</sup> symposium international multidisciplinaire de Fribourg, 28 juin 2018

Sébastien Berret

Center for Research on Addictions, Control and Governance

University of Helsinki

# Caractéristiques du marché Français des JHA

- 201 casinos
- 242 hippodromes
- Taux de prélèvement des opérateurs élevé
- Produit Brut des Jeux global en 2015 : 9,6 milliards d'euros
- ... Dont 5,4 milliards ont été collectés sous forme de taxes
- ... Représentant 1,7% du budget de l'Etat cette année-là (Cour des Comptes, La régulation des jeux d'argent et de hasard, octobre 2016)

# Le cadre de l'étude

- Le projet « Gambling policies in European Welfare Regimes »
- Mené par l'Université d'Helsinki dans 5 pays (Finlande, Suède, Norvège, Italie, France)
- Quelle utilisation et justification(s) des revenus générés par le jeu ?
- 19 entretiens semi-directifs (opérateurs et bénéficiaires)

# Principaux bénéficiaires

- State budget (3.5 billion euros, 73.4 percent of the total): 0.8 percent of government revenues
- Social security payments (0.72 billion euros, 14.97 percent of the total): 0.1 percent of social security revenues
- Municipalities (0.27 billion euros, 5.63 percent of the total): 0.5 percent of all local revenues, including municipalities with and without gambling
- Others: National Health Institute (*Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, INPES*), National Centre for Sports Development (*Centre national pour le développement du sport, CNDS*), National Monuments Centre (*Centre des monuments nationaux*), horse racing associations (0.29 billion euros, 5.96 percent of the total).

# Les opérateurs de jeux en France

- La Française des Jeux : monopole jeux de tirages, grattages et paris sportifs « en dur » (offline)
- Le Pari Mutuel Urbain : monopole des paris hippiques « en dur »
- Les casinos : exploitation exclusive des machines à sous (slot machines)
- Les opérateurs en ligne : jeux de cercle, paris sportifs, hippiques en ligne

# Les bénéficiaires interrogés en France

- deux représentants syndicaux des buralistes
- un représentant syndical des casinos
- deux présidents d'associations actionnaires historiques de la FDJ
- cinq maires dont la commune dispose d'un casino et/ou hippodrome
- un directeur des finances d'une commune disposant d'un hippodrome
- un conseiller municipal spécialisé sur la vie hippique d'une commune disposant d'un hippodrome
- Deux directions (départementale et régionale) s'occupant de la gestion des subventions pour le sport allouées par le Centre National du Développement du Sport (lequel est financé à 80% par la FDJ)

# L'utilisation des revenus des JHA et les « bonnes causes »

- « L'impôt rédempteur » (JP Markus, 2016)
- Loteries : anciens combattants, soutien aux filières sportives et financement des aides à la recherche
- Paris hippiques : Financement et maintien de la filière équine et hippique, préservation de l'élevage français
- Activités casinotières : délégation de service public pour le développement du tourisme

# Justifications des activités de loteries

- *"Il faut moraliser ça (le système des jeux) et une moralisation, c'est de dire : Mais le produit que nous, Etat, nous en tirons, sert aux Anciens Combattants, à payer la dette que nous avons vis-à-vis des AC, on est le chevalier blanc qui arrive. Mais nous, nous y tenons beaucoup parce-que (il rit) c'est une justification de nos ressources, c'est évident. Moi ça me semble assez astucieux, c'est pas contestable et je suis pas mécontent de jouer ce rôle-là, voilà. Sans attacher une importance fantastique à l'origine des sources... » (Emetteur historique de la FDJ)*



# Justifications des activités de paris hippiques

- *« Parce-que le PMU, comme vous le savez, notre vocation c'est de financer la filière hippique, tous nos résultats nets sont reversés directement à la filière, tous nos bénéfices en fait. [...]Et comme ça, en cascade, c'est tout un écosystème qui vit grâce à l'argent du PMU. Le PMU est le vrai poumon financier de tout ce secteur, qui est un secteur important, puisqu'on dénombre 180 000 emplois directs et indirects, qui sont liés à la filière hippique » (Représentant PMU)*

# Les casinos, source de plus en plus importante de financement local

- *« Nous étions une des communes les plus endettées d'Alsace, nous avons 2500 euros de dette par habitant et il a fallu trouver une solution pour réduire cette dette... » (Maire R.)*
- *« Et donc ce... ce prélèvement sur le produit brut des jeux qui abonde les finances de la commune est automatiquement réinvesti, réinjecté, dans ces frais-là. On a une piscine, qui est de qualité... Et qui représente presque 400 000 euros de déficits annuels, voilà » (Maire N.)*

- *« Il n'y a pas d'autorité unique de régulation. Et une autorité unique de régulation, d'abord on peut l'espérer, vérifierait qu'il n'y a pas trop de casinos. D'ailleurs, ça ne serait pas plus mal, 200 c'est déjà beaucoup. Et ça, ça tient, je vous dis, aux petites communes qui se sont dits : "Après tout, ça rapporte de l'argent, pourquoi je n'aurais pas mon casino ?". Vous avez une commune, qui est aberrante, par exemple, c'est Cannes. Cannes, y 'a 3 casinos. De toute évidence, il y en a beaucoup trop »*
- (Responsable syndical des casinos)

# Mécontentement général d'après les propos recueillis

- **Buralistes** :

-> satisfaits des commissions issues de la FDJ, mais souhaiteraient davantage et sont contre la multiplication des points de vente avec d'autres types d'acteurs (ex. du groupe Florajet)

-> insatisfaits des commissions issues du PMU, trop peu élevées selon eux et activité attirant une « *clientèle difficile* » (Buraliste 1&2)

- **Casinos et opérateurs (privés) en ligne** :

-> insatisfaits car estiment être trop taxés et « *concurrence déloyale* » de la Française des Jeux (Syndicaliste casino)

- **Communes** -> insatisfaites de la baisse progressive de la DGF